

La Banque Africaine de Développement ignore les besoins de la population congolaise en promouvant un projet de barrage hydroélectrique qui aura un impact sérieux sur l'environnement et sur le social des communautés locales affectées (accès à la terre, à la nourriture, à l'eau potable, à la forêt)

Lors de sa visite en RDC du 17 au 20 juin 2019, le président de la Banque Africaine de Développement a visité le site d'Inga d'où le projet Inga 3 exporterait de l'énergie vers la sous-région plutôt que d'électrifier en priorité la RD Congo.

KINSHASA (20 juin 2019) —Une coalition d'organisations de la Société Civile congolaise et de communautés locales affectées par les barrages d'Inga demande au gouvernement congolais et aux investisseurs étrangers, incluant la Banque Africaine de Développement (BAD), de prendre en compte les revendications des communautés locales et de la population congolaise en ce qui concerne le développement du projet Inga 3.

Lors de sa visite en République Démocratique du Congo (RDC) du 17 au 20 juin 2019, Monsieur Adesina, le Président de la Banque Africaine de Développement (BAD) a rejeté toutes les sollicitations de la société civile congolaise et les communautés locales d'Inga visant à le rencontrer. La Coalition d'organisations de la société civile congolaise déplore vivement cette attitude qui frise manifestement un mépris délibéré de la politique des sauvegardes de la Banque Africaine de Développement (BAD), plus spécialement ses principes relatifs à la consultation et à l'implication de différentes parties prenantes dans un projet soutenu financièrement par elle.

Pourtant, dans sa politique du secteur Energie, la BAD promet de s'assurer que les projets de centrales hydroélectriques : i) prennent effectivement en compte les éventuels impacts sociaux et environnementaux, et ce, en conformité avec les normes de protection environnementale et sociale de la Banque; ii) intègrent les incidences du changement climatique; et iii) s'appuient de façon adéquate sur les besoins de développement locaux et nationaux en eau et énergie, tout en accordant l'attention requise à l'impact sur les populations en aval.

« Les risques sociaux et environnementaux élevés du projet d'Inga3 sont évidents. Nous communautés touchées par Inga 1 et 2, luttons depuis des décennies pour obtenir une juste compensation et continuent de subir les conséquences économiques et culturelles liées à la perte de nos terres » explique Albert Tona membre de la communauté d'Inga, « Beaucoup des ménages risquent d'être déplacés à nouveau par Inga 3. »

Depuis son investiture le 24 Février 2019, son Excellence TSHILOMBO TSHISEKEDI FELIX, Président de la République Démocratique du Congo, ne cesse d'en appeler à ses pairs Présidents et d'inviter différents partenaires à venir investir en RD Congo en général et dans le projet Inga 3 en particulier. Ces actions en direction notamment de la Banque Mondiale (BM), du Fond Monétaire International (FMI) et aujourd'hui de la Banque Africaine de Développement (BAD) sont jusqu'à ce jour menées sans aucune prise en compte effective des revendications des communautés locales d'Inga et de la population congolaise concernant :

1. La consultation publique préalable ;
2. L'implémentation de bonnes études indépendantes d'impacts environnementaux et sociaux ;
3. L'amélioration de la communication sur le projet Inga 3 à travers notamment la mise en place d'un système de communication qui puisse permettre à tous les congolais d'être informés en temps réel sur l'évolution du projet ;
4. La participation de la société civile en tant que partie prenante au projet et la consultation des communautés locales affectées ;

5. L'indemnisation des communautés impactées par l'établissement du site d'Inga et les barrages Inga 1 et 2, certaines communautés ayant par conséquent perdu leurs terres ;
6. Le développement des micro-barrages et d'autres formes des énergies renouvelables pour augmenter le taux d'accès des populations à l'électricité qui est de 9% aujourd'hui.

Les organisations signataires recommandent au gouvernement congolais à reconsidérer le développement du projet Inga 3 en vue de prendre le temps de réfléchir sur les stratégies et bonnes pratiques à mettre en place en faveur du développement du secteur énergétique en RD Congo et de l'augmentation du taux d'accès des populations à une énergie propre et durable.

Elles demandent aussi à la Banque Africaine de Développement (BAD) de travailler à faire respecter ses propres principes dans des projets soutenus financièrement par elle.

À propos d'Inga3

Inga3 fait partie du plus vaste projet Grand Inga, un projet de complexe hydroélectrique géant dans la province de Kongo Central, visant à atteindre une capacité de production d'environ 40 gigawatts. Les deux premiers barrages, Inga1 et Inga 2, ont été construits respectivement en 1972 et en 1982. L'idée de construire un troisième barrage, Inga3, est quant à elle discutée depuis 2013.

A l'origine, le projet devait fournir 4,8 GW d'électricité, principalement pour être exporté vers l'Afrique du Sud et pour alimenter des mines dans l'est de la RDC. Cependant, la Banque mondiale a annulé son engagement en 2016, semant le désordre dans le projet alors que les investisseurs se sont dérobés. En partie pour répondre aux critiques formulées sur les données économiques erronées du projet, le gouvernement a annoncé en 2017 qu'il redéfinirait le projet, avec l'intention de doubler la capacité de production, pour atteindre plus de 10 GW. L'Agence pour le Développement et la Promotion du Projet Inga (ADPI) a demandé aux deux consortiums concurrents qui ont soumissionné pour développer le projet—un consortium dirigé par China Three Gorges Corporation et un autre comprenant le groupe espagnol ACS, présidé par Florentino Perez, président du club de football du Real Madrid, de présenter une offre commune. Depuis Décembre 2019, un accord pour le Développement Exclusif a été signé entre le gouvernement Congolais représenté par ADPI d'une et de l'autre le consortuim représenté par les deux entreprises ci-haut citées.

Les organisations signataires

N°	Noms	Organisation	Sigle
1	François VANGU PILA	Convergence pour les Droits et Intérêts des communautés Locales d'Inga	CODICLI
2	Jean Marie MUANDA	Actions pour les Droits, l'Environnement et la Vie	ADEV
3	Emmanuel MUSUYU		CORAP
4	Apollinaire NSOKA NGIMBI	Initiative pour le Développement Locale	IDEL
5	Roger MAVUNGU KAMA	Dynamique pour le Droit, la Démocratie et le Développement Durable	D5/ASBL
6	Freddy KASONGO	Observatoire d'Etude et d'Appui à la Responsabilité Sociale et Environnementale	OEARSE
7	Edith NEEMA	Mérou Développement	MEROU
8	Blandine BONIANGA	Solidarité des Femmes sur le Fleuve Congo	SOFLECO
9	Salomé ELOLO	Synergie des Femmes Solidaires	FESO

10	Baudouin SCHOMBE	Centre d'Appui technique aux initiatives socioéconomiques de solidarité et prévoyance en RDC	CAFEC
11	Jean Keba	Association Africaine de défense des droits de l'homme	ASADHO
12	Auguy MWAMBA	Association Congolaise pour l'Environnement	ACE/FOLECO
13	Erick KASONGO	Centre Congolaise pour le développement durable	CODED
14	Jacques BIBANGA	Coalition Dettes Extérieurs.	CDE
15	Justin MOBOMO	Centre National pour le Développement et la Participation Populaire	CENADEP
16	Ferdinand MAFOLO	Centre pour la promotion sociale et communication.	CEPROSOC
17	Aimé BAKILA	Jeune Associé pour le Développement Intégré	JADI
18	Marie France	Jolie Parc Attraction	JPA
19	Taty MANIANIA	Jeune Volontaire pour l'Environnement	JVE-RDC
20	Thomas LELO	Maison de la laïcité de Kinshasa	MLK
21	Patient LUSHEMBO	Syndicat National des Réformateurs	SYNAR
22	MASUDI WA KILONGO	Promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux	PRODDDES
23	Raphael OKONDA	Etude impacts et des Normes Environnementales	EIENE
24	Auguy OTSHUDEMA	Association des Jeunes pour l'Avenir Radieux du Congo	AJARC
25	Isabelle KAPINGA	Beau Rêve	Beau Rêve
26		Plateforme des Femmes des Quartiers Populaires	POFEQ
27	Marie PHOBA	Sos Family	SOS Family
28	Christian SOUZA	Dynamique des Quartiers de Barumbu	DQB
29	Florence MBWITI	Réveil et Dynamisme des Femmes à la Base	RFD/Base
30	Daniel KABWITI	Défense de l'environnement et Développement Durable	DEDDUR
31	Andre MOLIRO	Hope Land Congo.	HLC
32	Amigo Bernard SESE	Cadre pour la Mobilisation Sociale	CMS

Pour plus d'informations :

Emmanuel MUSUYU (Kinshasa)

Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique (CORAP)

0811697699

corapreforme2014@gmail.com

Jean-Marie MUANDA (Kongo Central)

Action pour les Droits, l'Environnement, et la Vie (ADEV)

0819055743

adevcongo@gmail.com